












CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE D'ÉTUDES

**Diagnostics Produits, Equipements, Matériaux,
Déchets (PEMD) et Assistance à Maitrise d'Ouvrage
(AMO) en économie circulaire et déchets des
opérations de travaux de bâtiments de l'UGA**

Université Grenoble Alpes
1180 rue des universités
CS 40700
38400 Saint Martin d'Hères

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Accord-cadre Diagnostics PEMD et AMO Economie Circulaire
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	0
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	1 an
	Reconduction	Avec
	Prix mixtes	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Type d'accord-cadre	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Protection des données à caractère personnel	6
5 - Missions	7
6 - Durée et délais d'exécution	7
6.1 - Durée du contrat	7
6.2 - Reconduction	7
7 - Prix	7
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
7.2 - Modalités de variation des prix	7
8 - Garanties Financières	8
9 - Avance	8
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
9.2 - Garanties financières de l'avance	8
10 - Modalités de règlement des comptes	9
10.1 - Acomptes	9
10.2 - Présentation des demandes de paiement	9
10.3 - Délai global de paiement	10
10.4 - Paiement des cotraitants	10
10.5 - Paiement des sous-traitants	10
11 - Conditions d'exécution des prestations	10
11.1 - Présentation des livrables	10
11.2 - Modifications techniques	11
11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations	11
12 - Clauses environnementales	11
12.1 - Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la qualité de l'air	11
13 - Constatation de l'exécution des prestations	12
13.1 - Vérifications	12
13.2 - Décision après vérification	12
13.3 Stipulations spécifiques aux bons de commande	12
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	13
15 - Pénalités	13
15.1 - Pénalités de retard du délai d'exécution du BC	13
15.2 - Pénalités de retard dans la remise des livrables	13
15.3 - Pénalité pour travail dissimulé	13
15.4- Autres pénalités spécifiques	14
16 - Assurances	14
17 - Clause de réexamen	14
18 - Résiliation du contrat	15
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	15
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	15
19 - Règlement des litiges et langues	15

20 - Dérogations16

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Accord-cadre Diagnostics PEMD et AMO Economie Circulaire

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les missions porteront sur des projets situés dans les six départements d'implantation de l'UGA, avec une majorité d'entre elles sur les campus de Gières Saint-Martin-d'Hères, la presqu'île de Grenoble et Valence

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à plusieurs opérateurs économiques. Il y aura au maximum deux attributaires (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres) selon les modalités fixées au Règlement de la consultation.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Montant minimum	SANS
Montant maximum de la période initiale (1an)	100 000€ HT
Montant maximum de la période de reconduction (3 fois)	100 000€HT/ Reconduction

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les deux titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

Pour chaque opération, un des titulaires de l'accord-cadre se verra attribuer l'ensemble des bons de commande y afférant. L'attribution de ces opérations sera effectuée à tour de rôle suivant le classement de l'accord-cadre. A titre d'exemple, la première opération sera attribuée au candidat arrivé premier au terme de l'analyse multicritère de l'accord-cadre. La deuxième opération sera attribuée au candidat arrivé deuxième au terme de l'analyse multicritère de l'accord-cadre. En cas d'indisponibilité du candidat désigné, l'acheteur pourra adresser son bon de commande au candidat suivant dans l'ordre de classement issu de l'accord-cadre. Dans le cas où un attributaire ne confirme pas la prise en charge de la commande suite à la sollicitation de l'Université Grenoble-Alpes dans un délai de 48 heures maximum, le bon de commande sera attribué au suivant.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- Le type de prix (sur bordereau des prix unitaires)
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Le contenu des lettres circulaires éventuelles répondant à des questions concernant les pièces contractuelles ;

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

Mission(s)	Désignation
Diagnostic PEMD	La mission de Diagnostic Produits Equipements Matériaux Déchets
AMO Eco-Cir	Assistance à maîtrise d'ouvrage Economie circulaire et déchets

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

6.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de mars 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n) / ING (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision. Ce coefficient sera arrondi au millième.

- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Prestations Intellectuelles.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Dans le cadre où le titulaire est une PME, le remboursement commencera dès que le montant des prestations exécutées atteindra 40%.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Modalités de règlement : Conformément aux articles R. 2191-21 et suivants du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes correspondant à la valeur des prestations auxquels ils se rapportent.

Les paiements s'effectueront mensuellement.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Conformément au Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les titulaires et sous-traitants des marchés publics sont soumis à l'obligation de transmission des factures par voie électronique.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des prestations ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 10° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

- Les réfections et les pénalités prévues au présent CCAP et appliquées par le pouvoir adjudicateur seront déduites des factures présentées par le titulaire.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code du commerce.

Le RIB et le Siret mentionnés dans le marché doivent apparaître sur les factures. En cas de changement de RIB/ Siret, le titulaire doit avertir le pouvoir adjudicateur avant tout dépôt de factures.

L'utilisation du portail public de facturation Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

Lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application des articles L. 2392-1 à L. 2392-3 du Code de la commande publique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond :

- 1° Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé, à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation mentionné à l'article L. 2392-5 du Code de la commande publique ;

2° Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur ce portail.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N°SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

11.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes.

Article du BPU	Désignation	Livrables	Délai maximum de remise des livrables
1 à 18	Elaboration d'un diagnostic PEMD	Rapport	4 semaines à compter de la réception du bon de commande
		Ficher Excel récapitulatif	
		CERFA complété	

19 à 27	Etude de faisabilité réemploi et déchets	Rapport de synthèse	4 semaines à compter de la réception du bon de commande
28	Assistance à la consultation du maître d'ouvrage	Une note de propositions pour la bonne intégration des possibilités de réemploi et de gestion des déchets dans le dossier de consultation de la mission de maîtrise d'œuvre ou de conception réalisation.	2 semaines à compter de la réception du DCE du MOE/groupement conception réalisation
29 -30	Accompagnement pendant la phase conception	Avis en phase APS	2 semaines à compter de la réception des documents
		Avis en phase APD	
31, 32 et 34	Suivi de chantier	Compte rendu	Le compte rendu initial doit être établi durant la phase de préparation de chantier puis chaque compte rendu mensuel devra être remis au plus tard 5 jours ouvrés après la visite de chantier.
		Rapport bilan de l'opération	4 semaines à compter de la réception de l'opération
		Rapport de recollement (mission complémentaire)	4 semaines à compter de la réception de l'opération
33	Prestation complémentaire	Etude complémentaire par type PEM	4 semaines à compter de la réception du bon de commande

11.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

12 - Clauses environnementales

Le présent accord-cadre comporte des obligations environnementales régies par les dispositions de l'article 16.2 du CCAG-PI.

12.1 - Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la qualité de l'air

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le pouvoir adjudicateur concourt à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et à utiliser rationnellement l'énergie. La protection de l'atmosphère intègre la prévention de la pollution de l'air et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage en faveur de cette action en limitant ses émissions de gaz à effet de serre.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

13.2 - Décision après vérification

Les décisions d'admission, réfaction, ajournement ou rejet, prises consécutivement aux opérations de vérifications seront transmises au titulaire, soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit par télécopie ou courrier électronique conformément aux dispositions prévues quant aux modalités d'échanges dématérialisés du CCAG

Ainsi, à l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Admission : conformément aux articles 28.2 et 29.1 du CCAG PI, l'admission tacite des prestations est réputée acquise après un délai de 2 mois.

Réfaction : par dérogation à l'article 29.3 du CCAG PI, l'absence de réponse du pouvoir adjudicateur aux observations du titulaire dans un délai de 2 mois ne vaut pas acceptation de ces observations, ni renonciation à la mise en œuvre de la réfaction.

13.3 Stipulations spécifiques aux bons de commande

Les bons de commande précisent les prestations dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. Ils pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure selon la survenance du besoin, sans négociation ni remise en concurrence préalable du titulaire.

- **Délai d'exécution des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 4 ans.

- **Clause de non-exclusivité :**

Pour des besoins occasionnels et de faibles montants il sera possible de s'adresser à un autre prestataire autre que le(s) titulaire(s) de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de ces bons de commande ne dépasse pas 1 % du montant TTC de l'accord-cadre.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard du délai d'exécution du BC

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au BC, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 50,00 € par jour calendaire de retard à compter du 1er jour de dépassement du délai indiqué dans le bon de commande.

15.2 - Pénalités de retard dans la remise des livrables

Mission	Prestations concernées	Montant de la pénalité par jour calendaire de retard (en € HT)
Elaboration d'un diag PEMD	<ul style="list-style-type: none">- Rapport- Ficher Excel récapitulatif- CERFA complété	100€ / jour calendaire
Etude de faisabilité réemploi et déchets	<ul style="list-style-type: none">- Rapport de synthèse	50€/ jour calendaire
Assistance à la consultation du maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none">- Note de propositions	40€/ jour calendaire
Accompagnement pendant la phase conception	<ul style="list-style-type: none">- Avis en phase APS- Avis en phase APD	50€/ jour calendaire
Suivi de chantier	<ul style="list-style-type: none">- Compte rendu- Rapport bilan de l'opération- Rapport de recollement (mission complémentaire)	50€/ jour calendaire
Prestation complémentaire	<ul style="list-style-type: none">- Etude complémentaire par type de PEM	50€/ jour calendaire

L'UGA se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités sans mise en demeure préalable du titulaire. Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du bon de commande.

15.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.4- Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité en cas d'absence aux réunions suite à convocation.	Forfaitaire	100,00 €	Par absence non justifiée.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conformément au décret 2021-822 du 25 juin 2021« Le diagnostiqueur (personne physique ou morale) doit obligatoirement justifier de la souscription d'une assurance permettant de couvrir les conséquences pécuniaires d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses missions et dont le montant de la garantie ne peut être inférieur à **300 000 euros par sinistre et 500 000 euros par année d'assurance.** »

Ainsi, Il doit donc contracter :

- ✓ Une assurance au titre de la responsabilité civile diagnostiqueur comme l'exige la réglementation.

Chaque début d'une nouvelle année, le titulaire s'engage à fournir une assurance à jour pour l'année à venir avant le 30 Janvier.

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans le cas suivant :

En cas de modification par le titulaire, en cours d'exécution, concernant l'acceptation ou le refus du versement de l'avance accordée de droit, sans pour autant modifier le taux ou les modalités de mise en œuvre, les parties s'entendent dans le cadre d'une clause de réexamen.

À ce titre, le titulaire doit adresser sa demande à l'acheteur par courrier avec accusé réception.

Cette clause de réexamen sera mise en œuvre par un ordre de service.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13.2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles